

dernières pages présentent une chronologie fort utile sur l'esclavage et la traite, du début des activités portugaises en Afrique au xv<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1888 avec l'abolition de l'esclavage au Brésil.

Parmi les sources décrites, ont été sélectionnés cinquante-cinq documents, répartis en six grands thèmes généraux. Le premier s'intéresse au cadre du commerce colonial et à la traite des noirs ; le second retrace l'organisation des expéditions négrières et l'étape africaine du voyage circuiteux ; le troisième aborde l'économie de plantation et le fonctionnement des habitations coloniales ; le quatrième révèle comment les productions coloniales alimentent les échanges commerciaux transocéaniques et européens ; le cinquième montre la manière dont la société coloniale est structurée ; le sixième et dernier thème s'attache aux débats liés à l'abolition de la traite et de l'esclavage ainsi qu'à la période de la traite illégale.

Chaque document est présenté sur deux pages d'une manière très claire et très pédagogique. Sur la première page, une photographie du document original s'accompagne d'une transcription quand celui-ci est difficilement lisible ou écrit à la main. La seconde page, parfois illustrée de documents complémentaires, donne une explication de la pièce d'archive. Cette présentation est très agréable et permet d'entrer dans les documents avec une grande facilité.

Les documents ont été choisis avec soin et sont d'une grande variété (lettres, minutes, listes, cartes, tableaux, recensements, documents imprimés...). Certains sont très originaux, à l'exemple de l'acte d'enregistrement volontaire d'un tailleur de pierre de Varades pour la Martinique en 1753.

Nul doute que ce corpus pourra être utilisé d'une manière très féconde par les élèves des collèges et des lycées (ce sujet fait d'ailleurs partie des programmes de l'Éducation nationale), mais aussi par toutes les personnes intéressées par l'histoire de la traite négrière atlantique.

Pierrick POURCHASSE

Caroline FORD, *De la province à la nation. Religion et identité politique en Bretagne*, traduit de l'anglais (États-Unis) par Patrick GALLIOU, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 280 p.

Commençons par rendre à César ce qui lui appartient, en saluant le travail de Patrick Galliou qui, depuis plus d'une quinzaine d'années, semble s'être assigné la salutaire tâche de traduire en français des livres d'archéologie ou d'histoire de la Bretagne importants, mais restés bien souvent inaccessibles à ses contemporains, bien moins à l'aise en anglais. On se souvient des *Celtes* de Barry Cunliffe (2001), de l'ouvrage de John Bell Henneman sur Olivier de Clisson (2011), ou plus récemment de *La nation invisible* de Sharif Gemie (2013). C'est au livre capital de Caroline Ford, *Creating the Nation in Provincial France. Religion and Political Identity in Brittany*, paru aux États-Unis en 1993, que P. Galliou s'est attaché cette fois –

heureuse initiative soutenue par le concours financier de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne.

S'interrogeant sur l'acculturation politique du Finistère des années 1890, lors desquelles C. Ford observe plusieurs mutations, à 1926, date de l'intégration de la Fédération des républicains démocrates du Finistère au Parti démocrate populaire né deux ans plus tôt<sup>8</sup>, l'auteure s'oppose d'emblée à la théorie de la modernisation mise en œuvre par Eugen Weber dans son explication de la transformation des paysans en Français (*Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford, Stanford University Press, 1976<sup>9</sup>). Pour elle, la nationalité française n'a pas été imposée par le centre aux périphéries, mais résulte d'une construction permanente. Cela la conduit, en rupture notamment avec les travaux de Suzanne Berger sur l'Office central de Landerneau (*Peasants against politics : rural organization in Brittany, 1911-1967*, Cambridge, Harvard University Press, 1972<sup>10</sup>), à rejeter l'idée selon laquelle la religion ne serait que le véhicule de la domination des élites, et non une force d'intégration à la nation, ou un arbitre dans les conflits culturels opposant le centre à la périphérie, rôles qu'elle observe dans le Finistère, terre d'élection du catholicisme social. Huit chapitres dont un conclusif permettent à l'auteur de déployer une argumentation étayée par le dépouillement d'archives nationales et départementales, ainsi que de nombreux titres de la presse locale. Son propos est appuyé par des cartes, des tableaux statistiques, et une foule de données d'une grande précision qu'un index des noms de personnes, lieux et titres de publications vient compléter fort utilement.

C. Ford interroge d'abord l'idée de nation dont elle perçoit les conceptions fluctuantes avant de constater l'importance accordée à l'uniformité culturelle, et donc à la question linguistique. Elle explique les tenants et aboutissants de la politisation progressive des langues et différences régionales, et les difficultés induites par le projet soutenu par l'État de les éradiquer, à partir de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle. Puis, elle dresse un état des lieux de la Bretagne en général et du Finistère en particulier, département marqué par le déclin de la toile ; une agriculture de subsistance voisinant avec une ceinture dorée tournée vers le maraîchage et l'élevage en expansion ; un rapport à la terre et à la propriété ayant un fort impact sur la hiérarchie sociale, alors que la pauvreté, l'illettrisme et la malnutrition sont encore importants.

Une fois planté le décor, l'auteur expose la religiosité et la culture paroissiale des Finistériens, réservant un sort particulier au pouvoir d'un bas-clergé dont la prospérité financière favorise une relative indépendance vis-à-vis de sa hiérarchie et des hobereaux

---

8. L'auteure ne justifie pas ses bornes chronologiques.

9. Traduit par Antoine Berman et Bernard Génies, sous le titre *La fin des terroirs : la modernisation de la France rurale, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1983.

10. Traduit par J.-P. Huet sous le titre, *Les paysans contre la politique : l'organisation rurale en Bretagne, 1911-1974*, Paris, Éditions du Seuil, 1975.

locaux. Réfutant la crédulité et l'ignorance des fidèles, C. Ford explique le rôle croissant des congrégations féminines par l'importance des liens sociaux tissés par les sœurs, impliquées dans les œuvres sociales et la charité auprès de communautés dispersées. Ainsi comprend-on mieux deux phénomènes apparemment contradictoires. D'une part, la révision par le bas-clergé de son alliance avec le royalisme et la noblesse vers 1890, marquée par l'émergence d'un catholicisme social incarné alors par les abbés Gayraud, Trochu et Ollivier, mouvement favorablement sanctionné par les élections d'Albert de Mun en 1894 et de Gayraud en 1897 et 1902. D'autre part, cette même année, les manifestations parfois violentes de soutien aux Filles du Saint-Esprit, actives dans l'assistance sociale et l'enseignement, mais menacées par la politique de laïcisation de Combes – agitation qui profita aux républicains cléricaux qui, ne se situant ni à droite ni à gauche, prétendaient réconcilier identité régionale et nation française. « Ils ne défendaient pas un monde qu'ils avaient perdu, écrit C. Ford, mais un monde qu'ils étaient en train de créer » (p. 192).

De fait, la politique anticléricale du gouvernement stimule la croissance du catholicisme social finistérien dans la première décennie du xx<sup>e</sup> siècle, sur fond d'émergence du Sillon. Le département en devient vite l'un des bastions grâce à la création de cercles d'études ruraux et de syndicats agricoles, comme, par exemple, celui de Saint-Pol-de-Léon en 1909, dont les statuts sont immédiatement interprétés par les élites locales comme une déclaration de guerre aux grands propriétaires et intermédiaires ; mais grâce aussi à quelques tribunes, comme *Feiz ha Breiz*, *Le Courrier du Finistère*, ou *Ann Hader*, journal vite soupçonné d'attiser la « guerre des classes », y compris par des prêtres initialement favorables au mouvement, comme l'abbé Roull. Cette attitude conduit en 1910 à la condamnation papale du Sillon aussitôt dissous par Sangnier, mais également à la décléricalisation progressive du catholicisme social finistérien qui éclate en trois groupes : l'Union des catholiques, regroupée autour de M<sup>sr</sup> Duparc ; l'Office central de Lanerneau, levier de la noblesse ; la Fédération des républicains démocrates du Finistère (FDRF) regroupant les anciens du Sillon local, attachés à l'unité et à la pluralité de la nation française, ainsi qu'à un régionalisme tourné vers l'avenir, revendiquant le développement économique du département et l'enseignement du breton dans les écoles. Les quelques succès électoraux que connaît la FDRF – comme, par exemple, en 1913 l'élection de Paul Simon face au maire de Lanerneau Gaston de L'Hôpital dans la deuxième circonscription de Brest – montrent qu'elle incarne désormais une troisième voie acceptable pour ceux qui refusent la bipolarisation politique.

Une troisième voie dont C. Ford dit qu'elle fut le parti le plus actif et le mieux organisé du Finistère dans les années de sortie de la Grande Guerre. Un parti porté par un personnel jeune (les Trémintin, Jadé, Simon, Balanant), favorable à la décentralisation, actif auprès des anciens combattants et à l'Assemblée nationale où il prône un progrès social adapté aux réalités locales. Mais un parti qui ne put finalement affirmer son poids politique aux législatives de 1924 que par une alliance

avec les conservateurs, avant d'être remplacé par le Parti démocrate populaire à partir de cette même année. Ce qui incite C. Ford à écrire que le mouvement catholique social finistérien a forgé « une nouvelle identité politique républicaine aux frontières de la France » (p. 242). On l'aura compris, l'auteur réfute le poids décisif des « Blancs » dans le département et prétend au contraire que le catholicisme social local fut à l'origine d'un modèle d'acculturation politique original distinct des modèles centrifuges d'intégration à la nation. Un modèle qu'elle compare au *Zentrum* allemand, et dont elle fait une explication de l'échec des partis autonomistes.

On pourrait reprocher à C. Ford une certaine tendance à la généralisation. Ainsi le sous-titre de son ouvrage, traduction littérale de la version originale, indique-t-il une étude portant sur la Bretagne, alors qu'elle ne porte que sur le Finistère. De plus, si l'idée de la troisième voie finistérienne défendue par C. Ford est très séduisante, on peut néanmoins s'interroger sur sa force réelle, dans un département où la question scolaire et la vie associative pouvaient s'avérer extrêmement clivantes, du fait d'une bipolarité que n'importe quel footballeur amateur pouvait constater chaque dimanche, jusqu'à une période récente. On peut de même regretter que l'auteur balaye d'un revers de main la crédulité et la soumission des fidèles, dans un monde rural pétri de craintes, d'un fatalisme certain et d'un profond respect des hiérarchies sociales, celui-là même que décrit Déguignet sans complaisance.

Enfin, *De la province à la nation* est un ouvrage capital mais de son temps, ce que rappelle C. Ford dans un avant-propos inédit, où l'auteur évoque une thèse menée à son terme dans les années 1990, décennie marquée par un regain des études sur le nationalisme, lesquelles présentaient la nation comme imposée par le haut à un local généralement perçu comme immuable, sans tenir compte d'éventuelles interactions. Or, depuis, l'identité nationale a été revisitée par Anne-Marie Thiesse ou Gérard Noiriel ; le nationalisme a été disséqué par Ernest Gellner ou Miroslav Hroch ; le dossier politico-religieux breton a été repris par David Bensoussan, Vincent Rogard et, tout récemment, Marie-Thérèse Cloître (*Les catholiques et la République. Finistère, 1870-1914*, Brest, Université de Bretagne occidentale/Centre de recherche bretonne et celtique, 2017). De fait, la lecture de l'ouvrage de C. Ford donne parfois l'impression d'un décalage, d'un retour sur un état de la recherche il y a vingt-cinq ans. Mais on est dans les temps : un quart de siècle, c'est, malheureusement, le délai moyen de la traduction d'un livre d'histoire. Cette dernière aurait très bien pu ne pas exister sans l'investissement personnel de P. Galliou, grâce à qui ceux qui ne connaissaient pas cette brillante monographie non seulement en sauront davantage sur l'histoire du Finistère en particulier, mais pourront aussi constater plus largement à quel point l'analyse de C. Ford reste d'une grande pertinence en ce qui concerne les ajustements à la nation et au nationalisme.

Sébastien CARNEY